



**Le 9 juillet dernier, le président de la république du Cameroun a signé un décret convoquant le corps électoral en vue de l'élection présidentielle qui se tiendra le 7 octobre 2018.**

Si ce décret vient mettre fin à un certain nombre de rumeurs et théories qui annonçaient l'anticipation ou le report de cette élection, il reste vrai que le contexte actuel, notamment la crise anglophone, amène à se poser des questions sur la crédibilité qu'on pourrait accorder à ce scrutin majeur dans la vie politique camerounaise.

### **Contexte de crise sécuritaire**

Depuis octobre 2016, les régions anglophones du Cameroun connaissent des violences qui, au fil du temps, ont pris de l'ampleur au point où, aujourd'hui, on assiste à un véritable conflit entre l'armée camerounaise et de nombreux groupes armés qui réclament la sécession et l'indépendance des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Les mouvements sécessionnistes, pour contester l'autorité de l'État du Cameroun, s'attaquent systématiquement à tout ce qui symbolise le pouvoir central et boycotte, sabote tout ce qui vient de Yaoundé. Qu'il s'agisse des examens officiels donc certaines copies ont été vandalisées l'année passée, des écoles incendiées et des enseignants molestés et même

tués, ou bien des autorités administratives enlevées, tout est fait pour instaurer la peur et l'insécurité dans ces deux régions.

Dans ce contexte, il est à prévoir que l'élection présidentielle à venir ne se déroulera pas dans les meilleures conditions en zone anglophone. Des intimidations, enlèvements et autres violences sont à craindre le 7 octobre prochain, comme c'était déjà le cas le 20 mai dernier lors de la célébration de l'unité nationale.

### **Le cas des réfugiés et des déplacés**

Selon certaines estimations, 34.000 camerounais vivent désormais dans les camps de réfugiés au Nigéria, tandis que qu'on dénombre 160.000 déplacés internes. Ces citoyens-là, pourront-ils valablement s'exprimer le jour du scrutin ? L'État du Cameroun parviendra-t-il à créer des bureaux de vote dans les camps de réfugiés au Nigéria ?

Je suis plutôt sceptique, mais même en supposant que ce soit le cas, il serait difficile d'identifier les votants à moins que ces derniers, en abandonnant leurs maisons en feu, aient pris la peine de sécuriser leurs cartes d'électeurs. En ce qui concerne les déplacés le problème qui va se poser sera celui des bureaux de vote.

En effet chaque électeur quand il s'inscrit, se voit attribué un bureau de vote unique. En cas de changement de lieu de résidence par exemple, l'électeur devra se faire délivrer une nouvelle carte d'électeur rattachée à un bureau de vote dans son nouveau lieu de résidence.

C'est une opération qui prend autant de temps que la délivrance qu'une carte d'électeur, c'est-à-dire plusieurs mois. La difficile délocalisation des bureaux de votes Abdoulaye Babale, Directeur général d'Élections Cameroon (ELECAM) l'organe en charge de l'organisation du scrutin, a envisagé la délocalisation des bureaux de vote dans les deux régions anglophones pour le scrutin présidentiel, au cas où la situation ne s'améliore pas. C'est d'ailleurs ce qui a été fait lors des élections sénatoriales dans les régions concernées. C'est peut-être une solution. Mais si pour les sénatoriales c'était relativement aisé de délocaliser les bureaux d

e vote, pour les présidentielles l'opération sera un peu plus délicate en raison du nombre élevé de votants en plus d'autres facteurs tels que la possession ou non d'une carte l'électeur ou même d'une carte nationale d'identité. Enfin, n'oublions pas que le fait de délocaliser les bureaux de vote ne garantit pas forcément la sécurité des votant avant, pendant et après le scrutin.

Organiser l'élection à tout prix La situation dans les régions anglophones aurait été le prétexte idéal pour un report de l'élection présidentielle de cette année. Mais le faire, ce serait admettre que l'État a reculé face aux sécessionnistes qui essaient depuis le début de contester l'autorité du pouvoir de Yaoundé sur les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Le revers de cette « démonstration de force » sera que, même avant qu'elles soient organisées, l'élection à venir soulève déjà un certain nombre d'inquiétudes.